L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 79 rue de Chartres. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 27 SEPTEMBRE 1862. Entre les rues Bienville et Conti.

Nouvelle-Orléans. SAMEDI MATIN, 27 SEPTEMBRE.

Vente à l'encan du 27 septembre.

Par E. T. Montgomery, cnc. Nouvelle-Levée et Natchez-Alley, épaules et pompes de terre; au No 412, rue des Chartres, 500 sacs usés.

Et à 9 heures, au poteau 25, 1er District, épaules, jambons et saindoux—A 10 heures et demie, aux Nos 42 et 44, rue Tchoupitoulas, maquereaux; saumons, farine, lard—A onze heures et demie, au poteau 25, 1er District; mais—A midi et demi, au poteau 18, 1er District, épaules fumées.

Par E. Roger & Co, à leurs salles d'encan, à vins, bouteilles, farine, savon et liqueurs.

Et à 4 heures P. M., sur la Levée, vis-à-vis la Monnaie, vin rouge et vin blanc.

Par E. B. Sykes, à 4 heures P. M., sur la Levée, en face la Monnaie, vin rouge et vin blanc.

Par R. Gutierrez, au No 17 rue de Chartres, installation du dit magasin.

Par E. M. Jacobs, au fond de la porte du Parc, une vacherie, et à 11 heures, rue de Chartres No 155, le restaurant des "Quatre Saisons."

Le Secrétaire de la guerre en conflit avec le pouvoir judiciaire.

Nous avons déjà mentionné la cause de ce conflit. Il s'agissait de l'arrestation de deux habitants de Vermont, accusés d'avoir découragé les enrôlements pour l'armée des Etats Unis.

Le secrétaire de la guerre avait ordonné au Marshall de regarder comme non-avenue la décision de la Cour de District des Etats Unis, qui accordait un writ d'*habeas corpus* en faveur des prisonniers. Le *New York World* du 8 septembre, commente cette affaire en ces termes:

Le secrétaire de la guerre est en train de provoquer une nouvelle et dangereuse opposition au pouvoir fédéral. Il forcera bientôt les Etats loyaux à faire valoir leurs droits réservés d'Etats pour la protection de leurs citoyens contre ses usurpations inattaquées. Le Vermont, avec un esprit si sarcastique de loyauté, a fait remarquer, autant que cela le concerne, que cet abus n'en pas plus loin. Trois des citoyens de cet Etat ont été, arrêtés dernièrement par le marshall des Etats-Unis et enfermés à la geole pour avoir tenu un langage propre à décourager l'enrôlement des volontaires. Le juge Smalley, de la Cour de District des Etats Unis, a accordé un writ d'*habeas corpus* en faveur des prisonniers. Le marshall, s'en étant référé au département de la guerre, reçut ordre de ne faire aucune attention au writ et si une tentative était faite pour libérer les prisonniers, de réunir le tout son pouvoir et d'emprisonner les noms de ceux qui y seraient impliqués.

Le juge Smalley, après avoir entendu la cause, prononça que le secrétaire de la guerre et ses subordonnés n'avaient aucunement le pouvoir de suspendre l'*habeas corpus* et qu'à moins que le marshal ne produisit les prisonniers dans un espace de quatre heures, conformément à l'ordre de la cour, il lui adresserait un nouvel ordre le requérant de formuler, en terme prochain de la cour, les raisons pour lesquelles il ne serait pas arrêté pour mépris de cour."

Il n'y a pas être besoin d'un légiste suffisamment dévoué à la guerre que le Vermont comme cela est prouvé par la promptitude avec laquelle il a fourni ses deux consignera, et certainement pas un juge animé d'une loyauté plus sincère que le juge Smalley ainsi que le prouve surabondamment sa mémorable accusation de trahison, avant le commencement de la guerre et qui l'a rendu impropre à remplir désormais dont il prend l'initiative dans un dernier jugement vienne d'un esprit rétif ou ou factieux. Elle ne peut venir que d'une conviction solennelle que le secrétaire de la guerre est sorti des bornes de son département et qu'il a enfreint les droits garantis par la constitution.

Il est bien, peut-être, que la première tentative faite pour arrêter le secrétaire dans sa folle conduite ait été faite par un magistrat fédéral au lieu d'un juge d'Etat. Elle, enlève en quelque sorte à cette affaire l'apparence d'une collision entre des autorités diverses. Mais si la cour fédérale de Circuit qui doit être tenue au Vermont, dans la première session prochaine, et devant laquelle doit comparaître le marshal, décide contre lui, les autorités d'Etat procéderont sans aucun doute à la mise en liberté des prisonniers, et si d'autres obstacles surviennent, la législature, qui se réunit dans le même mois, est là. Une opposition, dit-on, aux empiétements du secrétaire, sera sûrement définitivement inaugurée, et les autres législatures dont la plupart se rassemblent pendant l'hiver, ne seront pas tentées de s'associer au mouvement. Nous n'imaginons pas que cela se fasse sans une extrême répugnance. Il n'est pas un Etat loyal qui ne sait aussi bien que nous l'importance d'une parfaite harmonie avec l'administration fédérale et de faire tout ce qu'il pourra pour la fortifier. Mais cette anxiété ne prendra pas la forme d'une soumission abjecte à des illégalités flagrantes et oppressives. On a cédé à des droits douteux de la part du gouvernement fédéral, et on continuera, nous en sommes sûrs, à le faire encore. Le président, par exemple, a suspendu l'*habeas corpus* sans l'autorisation du Congrès.

Non seulement le président Taney, mais encore le président Marshall et le juge Story ont déclaré qu'une telle autorisation était nécessaire. Le président Lincoln a néanmoins exercé un pouvoir dont aucun secrétaire de la Grande Bretagne n'ose jamais oser d'aurait pu user depuis Charles II et dont Jefferson Davis n'a pas osé se servir avant d'y être autorisé par le Congrès Confédéré. Le peuple des Etats loyaux y a pourtant acquiescé sans plainte. Il a fermé ses yeux au danger d'établir un précédent pour l'avenir, sous les larmes de la constitution concernant cette matière étaient quelque peu ambiguës et comprenant que la circonstance n'était trop urgente pour souffrir l'argument.

Mais c'est tout à fait une autre affaire quand c'est le secrétaire de la guerre qui réclame la même prérogative. L'usurpation ici est hors de doute. Le juge Smalley, et tous les autres juges de ceux qui croient que le gouvernement a le pouvoir de suspendre le writ, confesse sans hésitation que le secrétaire de la guerre n'est pas subordonné n'ont pas un tel pouvoir. Aucun juriste ne soutiendra le contraire. Le pouvoir, si le président le possède, est purement personnel. Il serait aussi absurde pour les chefs de bureau de prétendre réclamer le droit d'opposer le *veto* sur les actes du Congrès parce que le président a eu ce droit jusqu'à présent que de réclamer le droit de suspendre l'*habeas corpus* parce qu'on croit que le président jouit de ce pouvoir. Et cependant c'est précisément ce pouvoir dont le secrétaire Stanton s'investit lui-même dans son dernier ukase. Le vérité est que le secrétaire a manifesté la même disposition impérieuse et entêtée à violer les droits civils qu'à dédaigner les conseils militaires. Il n'a aucune idée de ses propres devoirs. Sa loi est sa volonté, et il paraît être convaincu que le président et le peuple seront contents et seulement des intentions sont loyales. Nous ne pouvons dire, cependant il en sera avec le président. Les vues de ce fonctionnaire sont impénétrables en beaucoup de choses. Mais nous sommes aussi sûre que nous sommes sûrs qu'il y a un soleil au-dessus de nous; que le peuple ne supportera pas plus longtemps cette persécution arbitraire des hommes loyaux.

S'il ne peut obtenir de l'administration fédérale aucun remède, il en appellera aux juges, aux gouverneurs et aux législatures pour avoir protection. Cet appel sera entendu. Il aura une force irrésistible. Nous ne prétendons pas préciser la forme du moyen qui interviendra, mais il sera trouvé, aussi sûr qu'il est sûr que le secrétaire Stanton périsse dans son despotisme actuel. Il désarmera, nous le croyons, très-conséquemment si nous vivons sous une législature ou non—si c'est la constitution fédérale qui est la suprême ou la volonté arbitraire d'une créature officielle de la constitution. On n'invoquera ni la sécession ni la nullification ni aucune autre procédure illégale. On n'aura pas recours à la force physique. On n'aura pas d'autres armes que celles qu'on trouvera dans l'arsenal de la même constitution que le secrétaire dans son infatuation rêve avoir suspendu pendant la guerre. Cependant elles provoqueront un sort pire que celui des Cipayes.

AVIS IMPORTANT POUR LES FRANÇAIS.—Nous appelons l'attention des Français sur l'avis suivant, qui émane du Consulat de France, et qui indique un moyen de simplifier la délivrance des certificat de nationalité.

Consulat de France.

Le Gérant du Consulat de France, à l'effet de faciliter à ses nombreux compatriotes la délivrance des certificats de nationalité requis par l'Autorité, fait appel aux Officiers des anciens régiments de milice connus sous le nom de *Légion Française*, *Garde Française*, *Volontaires Français*, *Volontaires Français Indépendants*, et les invite à lui prêter leur concours.

Comme tous ceux qui ont fait partie de ces régiments n'ont été admis que *sur la preuve de leur nationalité française*, le soussigné les autorise à se présenter chez *leurs ex camarades*, à l'effet d'y faire acte d'y signer la déclaration de leurs nom, prénoms, profession et résidence, ainsi que du lieu et de la date de leur naissance. Il autorise également et invite ces officiers, auxquels des certificats en blanc seront fournis, à tenir une liste régulière de ces déclarations, à remplir eux-mêmes ces certificats au nom de chacun des impétrants, et à les déposer avec les listes au Consulat de France, pour y être revêtus de la signature et du sceau consulaires, et tenus à la disposition des intéressés.

Nouvelle-Orléans, 26 septembre 1862.
FAUCONNET.

AVIS DU CONSULAT DE FRANCE.—Nous appelons l'attention des personnes qui ont des dépôts au Consulat de France, sur l'avis inséré dans nos colonnes, relatif au retrait de ces dépôts ou aux nouveaux arrangements à prendre avec les souscripteurs.

LA FIÈVRE JAUNE.—Une lettre particulière, reçue à l'arsenal de Charlestown, annonce que le steamer des Etats-Unis *Rhode Island*, qui est arrivé à la forteresse Monroe il y a un jour ou deux du golfe du Mexique, a perdu trois de ses officiers de la fièvre jaune et avait encore onze cas à bord. On attend le steamer à ce port, mais il restera en quarantaine avant d'entrer.

(*Boston Traveller* du 10.)

Cavalerie Confédérée.

Le *New York Times* compare les derniers succès de la cavalerie confédérée dans la Virginie, le Maryland et la Pennsylvanie aux avantages obtenus par les cavaleries sur les eaux du Sud.

"Toutes les fois, dit le *Times*, qu'il y a eu assez d'eau pour faire flotter nos canonnières, il a suffi de les porter sur le flanc de l'ennemi pour décider sa retraite ou sa déconfiture. De même la cavalerie rebelle, partout où elle approche que de nos divisions dans une position défavorable, tourne le flanc de toutes les fois, choisit une aile ou l'autre, la jette dans la confusion et assure le défaite; ou autrement elle se porte vers un point exposé sur notre flanc ou notre arrière garde et, par une rapide incursion, s'en empare avant qu'on ait eu le temps d'envoyer des renforts.

Tous les succès récens des rebelles ont été obtenus de cette manière et, soit dit à notre honte, par un corps de 10,000 fermiers Virginiens qui composent la cavalerie de Stuart. Des autrefois cavaliers qui réalisent presque le mythe grec du Centaure et sont si bien unis à leurs chevaux que les deux animaux semblent n'en faire qu'un, tout une légion bien disciplinée et prête à se jeter sur une position avec l'impétuosité du tourbillon, de la prendre et de galoper vers un autre champ d'opérations. C'est par ce moyen qu'ils ont tourné complètement l'armée de Mc Clellan devant Richmond, et qu'ils en ont coupé le flanc en sautant par-dessus la distance de Manassas au Potomac. Ayant refusé nos troupes vers les fortifications de Washington, ils étaient libres de courir ailleurs et ils ont traversé le Potomac à Edward's Ferry et au dessus. La ils nous ont encore assaillis sur le flanc et notre Chaîlan devant Richmond, et qu'ils en ont passé le Maryland, à quelque vingt milles du Potomac. Aussitôque l'artillerie et l'infanterie arrivent, ils leur cèdent la place et vont fairedes incursions sur d'autres points. Les dernières nouvelles disent que ces audacieux trouperes sont sur le sol de la Pennsylvanie ayant gagné Gettysburg, qui est une ville de cet Etat. Une répétition de la même manœuvre les amènera sur les bords de la Susquehannah. Et qui pourra l'empêcher!

Il n'y a ni mystère ni magie en tout cela. Les rebelles ont vu de bonne heure l'immense importance de la cavalerie pour des mouvemens offensifs, et en conséquence, ils se sont appliqués à former, équiper et dresser des corps nombreux et hardis de cavaliers; et maintenant qu'ils les ont, ils peuvent accomplir par ce moyen ce qu'eux naturellement espérer, de même que nous, avec des canonnières, nous pouvons obtenir tout, ce qui naturellement tombe sous leur contrôle.

Nous ne voyons pas comment on pourrait prévenir de telles incursions de cavalerie rebelle à l'empêcher de remporter des succès brillants bien que temporaires, car ils ne peuvent être permanens. Mais ce qu'il y a de mortifiant en cela c'est la réflexion que pendant que les rebelles mettaient toute leur énergie à créer cette importante branche du service militaire, nous n'avons rien fait de notre côté pour rivaliser sur ce point avec eux. De toutes autorités militaires nous avaient assurés qu'on ne trouverait pas un emploi de la cavalerie au Virginie et dans le dernier appel de 600,000 hommes, tout incroyable que cela soit, nous ne voyons pas qu'il soit que. Un seul régiment de cavalerie. Ce n'est que lorsque les hommes de Stuart ont boire leurs chevaux dans les cours d'eau de la Pennsylvanie que le secrétaire Stanton s'éveille et appelle enfin la cavalerie à son secours.

LA QUESTION AMÉRICAINE EN FRANCE.—Nous lisons ce qu'suit dans une correspondance adressée de Paris le 24 août à l'*Independance belge*:

La confiance est grande ici parmi les partisans du Sud et aussi dans le cercle gouvernamental qui voit avec appréhension les dispositions de notre diplomatie à vouloir se mêler de la querelle du Nord et du Sud des Etats-Unis. On affecte de croire aujourd'hui que la lutte acharnée, qui se poursuit depuis quinze mois, sur les bords de l'Atlantique, ne devra avoir la fin de l'année, de guerre lasse, par un compromis entre les deux parties belligérantes. Le gouvernement anglais aurait donc été plus sage que nous en se refusant d'adhérer à ces velléités d'intervention. On prétend que des dépêches officielles arrivées, il y a quelques jours et envoyées par notre ministre à Washington, signifient des symptômes de conciliation tout aussi bien dans le Sud que dans le Nord. Mais, ajoutait M. Mercier, il faudrait, pour qu'elles puissent aboutir, que les premières propositions vinssent des confédérés, ce qui serait convenable d'ailleurs, leurs dernières succès leur permettant de faire cette démarche sans avoir l'air de demander grâce pour leur propre compte, tandis qu'au contraire, le cabinet de Washington ne consentirait jamais à une tentative qui, en l'état des choses, pourrait être considérée comme l'aveu de son impuissance.

CHRONIQUE LOCALE.

COUR PRÉVÔTALE.—M. Waterman dont le nom a figuré dernièrement dans la chronique, a comparu, hier, devant le juge Kinsman pour répondre à l'accusation portée contre lui. Les témoignages ont établi son innocence et le magistrat l'a honorablement acquitté. Nous regrettons vivement qu'une plainte aussi peu fondée ait été mentionnée dans les journaux, mais il faut dire que ceux-ci l'ont prise sur les registres autorisés.

Une autre affaire encore plus malheureuse a été apportée devant le tribunal. Un jeune homme du nom de John Jeed, agent de M. Michael Gernon, notaire-public, était accusé d'avoir tenu des propos séditieux. Un des témoins à décharge, homme de couleur, a déclaré que Mme Gernon lui avait donné cinquante cents pour acheter un fusil et tuer Jess. Un autre, Mary Lewis, a dit que Mme Gernon l'avait engagée à empoisonner M. Gernon et qu'elle s'était ensuite suprès de ce dernier le poison sur elle. Un troisième témoin, un vieil esclave, a déclaré que Mme Gernon lui avait demandé de faire disparaître M. Gernon, mais qu'il lui avait répondu qu'elle aurait à employer un plus jeune que lui pour le faire. Le juge, en attendant ces dépositions plaintes d'amende ou à six mois de prison. Il a tenu des propos séditieux.

Susan Parker, qui poussé des hourrahs pour la Confédération du Sud, a été condamné à un mois de workhouse.

ARQUEBUSES JAMBONS.—Michael Bowen qui, dit-on, n'est pas l'homme le plus vertueux de la Nlle-Orléans, aime trop les jambons. Il a été arrêté hier, sous prévention d'en avoir obtenu une facture frauduleusement.

C'est l'officier J. J. Foley, commis de M. Robinson, lieutenant de la police du Premier District, qui, s'occupait de la transaction hasardée et illégale.

Il paraît que le bateau à vapeur *Hazzan* avait acheté quatre-vingt dix sept jambons consignés à M. F. Delbondio. Bowen en fut informé. Il écrivit un ordre et le remit au drayman du dray qui avait reçu ordre de lui apporter les articles. Foley eut vent de cette manœuvre, et apprit où devaient les tierçons avaient été emmagasinés et acquit la certitude que les jambons avaient été déposillés de leur toile. Il s'empara de tout le stock et le déposa au poste. Bowen y vint bientôt en respirer le parfum.

UN SOUFFLET.—David, esclave de M. Taylor, a été arrêté, dans la rue St Charles, pour vol d'un carabine, d'une baïonnette et d'une poire à poudre à un soldat.

Il a refusé de dire où était l'arme.

PROPOS SÉDITIEUX, &c.— W. Rockwell, arrêté dans la rue Dryades, est accusé d'avoir tenu des propos séditieux, de s'être battu et d'avoir troublé la tranquillité du voisinage.

—Le sergent Elliott, de la police du Quatrième District, a inscrit sur le registre les noms des officiers Stanley et Morgan qui, dit il, se sont battus sur le ferry de Gretna.

ARRÊTÉ.—Geo. Morris a été arrêté, jeudi soir, sur la rive droite du fleuve, près du canal de Hardy, à un endroit connu sous le nom de Cosmopolite Town."

On l'accuse d'avoir assailli et volé un nègre Wm A. High.

A L'HÔPITAL.—Charles O'Hara a été transporté très malade à l'hôpital de charité.

On l'a ramassé au marché aux Légumes du Deuxième District.

FRAUDE.—Fred Boof et Thomas Garish ont été arrêtés dans le Deuxième District. Ils sont accusés de fraude au préjudice de M. Harrity.

A RÉPARER.—Le fil du télégraphe de la rue Broad est, dit-on, rompu.

ATTENTION.

R. Scott vend, ce matin, à 10 heures, dans la rue des Magasins, No. 58—boeufs, épaules, saucissons de Bologne, riz, macqueraux, whisky, tabac, cigares, &c.

R. T. Montgomery vend à l'encan, aujourd'hui—à 9 heures, au poteau 25, 1er District, épaules salées—A 10 heures, au No 44, Nouvelle Levée, pommes de terre, oignons et épaules, en bon état.

A 10 heures et demie, aux Nos 42 et 44, rue Tchoupitoulas, maquereaux Nos 1 et 2, saumons, blue fish et farine—A onze heures et demi, rue de Chartres, No 412, mais; dans la rue du Camp, No 97, un grand assortiment de meubles—A onze heure et demi, au poteau 25, en face du marché fné, pois mais—A midi et demi, au poteau 16, 1er District, épaules fumées. Les ventes auront lieu même si le temps est mauvais.

Voir aux annonces.

ON DEMANDE A ACHETER DE
Bons Livres et des Dictionnaires,
EN TOUTES LANGUES,
NEUFS OU D'OCCASION,
Chez M. BRETTE, 13, rue St Charles
27 sep—2f

A. L. G. D. G. A. D. L'U.
Le R. L. "l'Etoile Polaire No 1 procédera ce soir à l'huit, de plusieurs de F. F. dans un local rue St Louis entre Passage et Royale, à 6 1/2 heures du soir.
Tous les FF. M. en général sont priés de visiter, bien y assister.
27 sept—1 L. SIMON, Secrétaire

Coffres Forts incombustibles et inexplosibles de FICHET, à Paris.
PLUSIEURS grandeurs à vendre par—
LEON PIÉRRE & Co,
3 sept—6m 71, rue de Chartres.

FEUILLETON.

LE NEZ D'UN NOTAIRE.

VI.—Salta.

HISTOIRE D'UNE FAIME DE LUNETTES ET CONSÉQUENCES D'UN RHUME DE CERVEAU.

Le destin du bon Romagné fut débattu dans la voiture, tandis qu'il gobait les mouches auprès du cocher. "Mon cher malade, disait le docteur au millionnaire, il faut garder à vue ce garçon-là. Je comprends que vous l'ayez renvoyé de chez vous, car il n'est pas d'un commerce très agréable, mais il ne faillait pas le placer si loin, si rester si longtemps sans faire prendre de ses nouvelles. Logez-le rue de Beaune ou rue de l'Université, à proximité de votre hôtel. Docteur-lui un petit mieux dangereux pour vous, ou plutôt, si vous voulez bien faire, observez-lui une petite pension sans lui donner aucun état; s'il travaille, il se fatigue, il s'épuise; je le connais, j'ai été médecin où l'homme ne risque sa peau; un accident est si vite arrivé! Donnez-lui de quoi vivre sans rien faire. Tout le faisable gardes-vous bien de le mettre trop à l'aise! Il boirait encore et vous ayez ce qui vous en revient. Une centaine de francs par mois, le loyer payé, voilà ce qu'il lui faut.

—C'est peut-être beaucoup. Non pour la somme, mais je voudrais lui donner de quoi manger sans lui donner de quoi boire.

Va donc pour quatre louis, payables en quatre fois, le mardi de chaque semaine.

On offrit à Romagné une pension de 80 francs par mois, mais pour le coup il se fit virer l'oreille.

—Tout cela! dit-il avec mépris. Ch'était pas la peine de m'ôter de la rue de Chartres; j'avais trois francs dix choses par jour et j'envoyais de l'argent à ma famille! Laissez moi travailler dans les glaches, ou donnez moi trois francs dix choses!

Il fallait bien en passer par là, puisqu'il était le maître de la situation!

Le docteur s'aperçut bientôt qu'il avait pris le bon parti. Romagné, s'écoutis sans accident d'aucune sorte, fut transporté dans son hôtel les semaines et où la surveillait tous les jours. Il vivait bonnêtement, doucement, sans autre passion que le jeu de quilles. Et les beaux yeux de Mlle Irma Steimbourg se reposaient avec une complaisance visible sur le nez rose et blanc de l'heureux millionnaire.

Ces choses ne pouvaient danaïrent, ensemble tous les coutiers de l'hiver. Aussi le monde les marirait. Un soir, à la sortie du Théâtre-Italien, le vieux marquis de Villemarin arrêta l'Ambert sous le péristyle:

—Hé bien! lui dit-il, à quand la noce?

—Mais, Monsieur le marquis, je n'ai encore qu'à parler de rien.

—Attendez vous donc qu'on vous demande en mariage!. C'est à l'homme à parler, mortblau! Le petit duc de Lignant, un vrai gentilhomme et un *bon*, n'a pas attendu que je lui offrisse ma fille, lui! Il est venu, il a pu, c'est, conclu. Aujourd'hui, ou demain, nous signons le contrat. Vous avez, mon cher garçon, que cela affaire vous regarde. Laissez moi mettre ces dames en voiture, et nous irons jusqu'au cercle ensemble. Mais couvrez vous donc, que diable! Je ne vous pas que vous teniez votre chapeau à la main. Il y a de quoi s'enrhumer vingt fois pour une!

Le vieillard et le jeune homme cheminèrent côte à côte jusqu'au boulevard, l'un parlant, l'autre écoutant. Et l'Ambert rentra chez lui pour rédiger de mémoire le contrat de Mlle Charlotte-Auguste de Villemarin. Mais il s'était bel et bien enrhumé; il n'y avait plus à s'en dédire. L'acte fut minuté par le maître-clerc, revu par les hommes d'affaires des deux familles, et transcrit définitivement sur un beau cahier de papier timbré où il ne manquait plus que les signatures.

Au jour dit, M. L'Ambert, esclave de devoir, se transporta au perampe à l'hôtel de Villemarin, malgré un coryza persistant qui lui faisait sortir les yeux de la tête. Il se mouchait sans mesure ses dernières dans l'antichambre, et les laquais trassaillirent sur leurs banquettes, comme s'ils avaient entendu la trompette du jugement dernier.

On annonça M. L'Ambert. Il avait ses lunettes d'or et sortait gravement, comme il sied au carrière occasion.

Bien cravaté, ganté juste, chaussé d'escarpins comme un danseur, le chapeau roux le bras gauche, le contrat dans la main droite, il vint rendre ses devoirs à la marquise, fendit modestement le cercle dont elle était environnée, s'inclina et se tut.

"Madame la marquise, j'apporte le contrat de vochire domigelle.

Mme de Villemarin leva sur lui deux grands yeux ébahis. Un léger murmure circula dans l'auditoire. M. L'Ambert salua de nouveau et reprit:

—J'espichiti! Madame la marquise, ch'est cha qui va l'être un beau jour pour la june perchonne!

Une main vigoureuse le saisit par le bras gauche et le fit pirouetter sur lui-même. A cette pantomime, il reconnut la vigueur du marquis.

—Mon cher nonsire, lui dit le vieillard en le traînant dans un coin, je vous ai toujours eu dans doute bien des choses, mais rappelez-vous chez qui vous êtes et changez de ton, s'il vous plaît.

—*Mais*, Monchi'e marquis.....

—Encore! Vous voyez que je suis patient; n'abusez pas. Allez faire vos excuses à la marquise, tâtes-nous votre contrat, et bonsoir.

—Pourquoi des échecuses! et pourquoi le bonchoir? On dirait que j'ai fait des bêtises, fonchtra!

La marquis ne répondit rien, mais il fit un signe aux valets qui circulaient dans le salon. La porte s'entr'ouvrit, et l'on entendit une voix qui criait dans l'antichambre.

—*Les gens de M. L'Ambert!*

Etourdi, confus, hors de lui, le pauvre millionnaire sortit en faisant des révérences et se trouva bientôt dans sa voiture, sans savoir pourquoi ni comment. Il se frappait le front, s'arrachait les cheveux, et se pinçait les bras pour s'éveiller. Il était, dans le cas même, dans le cas assez probable où il aurait été le jouet d'un mauvais rêve. Mais non! Il ne dormait pas; il voyait bien les arbres du boulevard, il lisait le nom des rues à la clarté du gaz, il reconnaissait l'enseigne des boutiques. Qu'a-t-il dit? qu'avait-il fait? Quelles convenances avait-il violées? Quelle maladresse ou quelle sottise avait pu lui attirer ce traitement? Une seule lui venait pas possible; on n'avait bien mis à la porte de chez M. de Villemarin. Et le contrat de mariage était là, dans sa main! Ce contrat, rédigé avec tant de soin, en si bon style, et dont on n'avait pas entendu la lecture!

Il était dans sa cour avant d'avoir trouvé la solution de ce problème. *La figure de son concierge lui inspira une idée lumineuse*; Chinguet cria à lui.

Le petit Singuet maigre accourut.

—Chinguet, chens franes! pour toi chi tu me dit chlachrement la vérité; chept coups de pieds au derrière chi tu me caches quelque chose.

Singuet le regarda avec surprise et sourit timidement.

—Tu chouris, chans cour! pourquoi chouris-tu? réponds mol tout de chuite!

—Mais Dieu! Monsieur, dit le pauvre diable! je me suis permis..... Monsieur m'excusera..... mais Monsieur imite si bien l'accent de Romagné!

—L'accbent de Romagné! moi, je parle comme Romagné! comme un Oubergnat!

—Monsieur le sait bien. Voilà huit jours que cela dure.

—Mais non, fonchtra! je ne le chais pas!

Singuet leva les yeux au ciel. Il pensa que son maître était devenu fou. Mais M. L'Ambert, à part ce maudit accent, jouissait de la plénitude de ses facultés. Il questionna ses gens l'un après l'autre, et se persuada de son malheur.

—Ah! scélérat de valet! s'écria-t-il, je chuis chûr qu'il aura fait quelque chottise! Qu'on la trouve! Ou plutôt non, ce'est moi qui vais la chercher moi-même!

Il courut à pied jusque chez son pensionnaire, grimpa les cinq étages, frappa sans s'éveiller, fit rage et un désespoir de cause jeta la porte en dedans.

—Monchu L'Ambert! s'écria Romagné.

—Chacripant d'Oubergnat! répondit le notaire.

—Fonchtra!

—Fonchtra!

Ils étaient à deux de jeu, pour écorcher la langue française. Leur discussion se prolongea, on bon gré mal gré, dans le plus pur charabia, sans éveiller le voisinage. Puis la plaignit amèrement comme une victime: l'autre se défendait avec éloquence, comme un innocent. "Attends moi ichi, dit M. L'Ambert pour conclure. Mouchu Bernier, le médechin, me dira, che choir même, che que tu as fait.

Il révilla M. Bernier et lui conta, dans le style que vous savez, l'emploi de sa soirée. Le docteur se mit à rire et lui dit: voilà bien du bruit pour une bagatelle. Romagné est innocent; ne vous en prenez qu'à vous-même. Vous êtes resté au tête à la sortie des Italiens; tout le mal vient de là. Vous êtes enrhumé du cerveau, donc vous parlez du nez, donc vous parlez auvergnat. C'est logique. Rentrez chez vous, aspirez de l'acouli, tenez vous les pieds chauds et la tête couverte et prenez vos précautions contre le corryza, car vous savez désormais ce qui vous pend au nez.

Le malheureux revint à son hôtel, en mangréant comme un beau diable. "Ainchi! donc, disait-il tout haut, mes précaucilons chont inutiles! J'ai beau loger, nourrir et chervetter che chavoyard de porteur d'eau, il me fera toujours des farches et je chaval cha vieille chais pouvoir l'accuger de rien; alors pourquoi tant de dépenchon? Ma foi, tant pis! J'économige cha peschion!

La fin à lundi.

T. MOREAU,

Encaisseur Royale et Toulouse et 36 Rue St-Charles.

Reçu par le navire *Surate*, du Havre, un assortiment complet de
CHEMISES toile, devants toile et coton,
CHEMISES flanelle de voyage,
CHAUSSETTES, BAS de femmes,
BRETELLES, JARRETIÈRES,
BROSSES et PEIGNES de tous genres,
PARAPLUIES et DEMI PARAPLUIES, pour dames,
CEINTURES de voyage, etc., etc.
Un grand choix de
MERCERIES de toutes sortes,
REBILLES et CHALES nouveauté pour dames etc., ainsi qu'un assortiment de PARFUMERIES fines de Paris. 27sept—6f

EDITION D'HIER SOIR.

Les rebelles marcheront-ils sur New-York?

Telle est la question que se pose le *World* du 9 septembre et qui donne lieu de ce qui suit aux considérations suivantes:

Le colonel Forney est d'opinion que si les rebelles peuvent s'emparer d'Hagerstown comme base d'opération et que notre armée à Washington soit défaite ou paralysée, Philadelphie et New York ne seront pas à l'abri de l'invasion des armées rebelles. Cela paraît incroyable, mais si notre grande armée de Washington ne peut pas être mise en échec, il faut que cela soit possible. Une colonne de 50,000 rebelles pourrait prendre aisément Philadelphie et une fois là elle n'aurait plus à faire qu'une marche de cent milles pour se trouver sur les bords de l'Hudson. Les recrues que nous enverrions contre ces rebelles ne leur offriraient qu'un faible obstacle, et notre seul espoir de sauver la métropole financière des commerciale qui empêcherait le passage ou l'établissement des batteries de l'ennemi sur le côté opposé. Cependant nous pensons que les rebelles n'auront pas la chance de pénétrer plus qu'à notre ville. En premier lieu, nous espérons recevoir la nouvelle qu'ils ont été battus dans la Maryland. Ils auront peu de cette belle Pope et McDowell pour adversaires, et il leur faudra combattre non-une portion, mais toute notre armée. Néanmoins, nous le répétons, il est pour toujours bon de prévoir les événemens fâcheux. Si les rebelles venaient à New York, ils ne manqueraient pas de s'emparer de nos vaisseaux et de nos munitions de guerre, dont une grande partie seront des canonnières blindées. Sur l'Ohio et le Mississipi, il y a environ 25 canonnières prêtes au service.

NAVIGATION DE L'OHIO.—La Gazette de Cincinnati du 9 septembre dit que la suspension entière des affaires dans cette ville, la baisse des eaux dans le chenal et l'état de trouble de tout le pays riverain, ont causé une cessation partielle de commerce sur l'Ohio. Mais les bateaux de Louisville continuent à arriver régulièrement.

CANONS D'UNE GRANDE FORCE MORALE.—Un journal dit que les entrepreneurs du gouvernement à Pittsburg fabriquent des canons de quinze pouces, sur le pied de trois par jour pour armer les nouveaux *Monitors*. Une production semblable donnerait bientôt un bon nombre de ces canons, ce qui servit d'un excellent effet moral si nous avions affaire à un ennemi susceptible d'être influencé moralement. Mais il nous paraît assez témoin de nous livrer à la fabrication de ces canons, surtout pour armer nos *Monitors* avant de savoir si aucune de ces pièces est de nature à inspirer quelque confiance. Jusqu'à présent personne ne s'est aventuré à faire tonner un canon de quinze pouces chargé d'un boulet solide. On les a chargés seulement de bombes et on ignore la force de résistance qu'ils pourraient avoir tous l'influence d'un feu continu. Nos pièces de onze pouces sont les plus grosses qui aient été chargées avec des boulets solides, et comme le but actuel en élargissant ces sortes de pièces est d'avoir un boulet assez volumineux pour percer les cuirasses de fer, l'amélioration prétendue ne sera un progrès réel que lorsqu'on aura acquis la preuve que les canons de quinze pouces peuvent être chargés avec des boulets solides.

ANGLETERRE.

Banquet donné aux ouvriers étrangers à Londres.

Londres, 27 août.—Hier soir a été donné le premier banquet aux ouvriers étrangers, sous les auspices du comité de réception des ouvriers français et étrangers. Ce premier banquet a été offert aux ouvriers français, les trois autres le seront aux Italiens, aux Belges et aux Allemands. Il y avait environ 200 personnes, principalement des ouvriers français et des ouvriers anglais. Le fauteuil était occupé par M. H. Berkeley, membre du Parlement, assisté de sir Robert Clifton, membre du Parlement, du commissaire français à l'exposition internationale, M. Donnat, et de MM. W. S. Austin, Blanchard Jerrold, Witchurst, &c.

Le président, après avoir porté un toast à la reine et à la à la mémoire du prince-époux, a porté la santé de l'Empereur des Français, dont les efforts couronnés de succès ont cimenté l'alliance entre les deux pays. Sir Robert Clifton, au nom du Parlement, a proposé et français la santé de Sa Majesté l'Impératrice des Français et celle du Prince Impérial.

"Je vous mets jeucteuse en France, dit-il, pour pouvoir parler en termes d'admiration aussi bien de la nation française. J'ai la ferme confiance que les *ouvriers français* auxquels je m'adresse, lorsqu'ils retourneront dans leur patrie, emporteront avec eux un souvenir agréable de l'hospitalité et de l'amitié qu'ils ont rencontrées en Angleterre. (Vifs applaudissemens.) Sa Majesté l'impératrice est justement regardée par le peuple français comme une seconde mère; et, quant au Prince Impérial, j'espère que, si la Providence accorde à Son Altesse Impériale de régner sur la nation française, il aura pour ces pays le même amitié que son père"—Applaudissemens.

Le toast est porté par l'assemblée avec la plus grande cordialité.

M. Donnats répondu en ces termes:

"Au nom de mes compatriotes, je remercie l'honorable baronet. J'ai la ferme confiance que l'Empereur est l'ami de la paix et du commerce et l'ennemi de la guerre. Le traité de commerce aujourd'hui en vigueur, a non seulement brisé les barrières qui s'opposaient à la libre marche des produits, mais il a de plus établi une amitié perpétuelle entre les deux nations. (Applaudissemens.) Je bois à la santé du président et du comité qui a organisé le banquet."

Le président se lève pour remercier. Il fait quelques remarques élogieuses sur la position historique de l'Angleterre et de la France.

"Il n'y a pas de raison, dit-il, pour que les deux pays aient l'un pour l'autre des sentiments d'hostilité. Sous Guillaume de Normandie, les Français ont conquis l'Angleterre; mais la conquête a été un immense avantage pour ce pays, car elle a perfectionné la langue et répandu les arts qui, sans cela, seraient peu connus. Le langage et la race des deux pays se sont mêlés, et les Français sont toujours attachés aux Anglais. (Hirse.) Les deux nations ont assez combattu l'une contre l'autre, elles ne doivent plus rivaliser que dans les arts de la paix et du commerce."

(*Applaudissemens.*)

Le président a porté un autre toast: *A nos hôtes les ouvriers français présent.* "Assurément les merveilles répandues dans ce bâtiment prouvent ce que savent faire nos voisins, car beaucoup d'entre eux en ont remporté couronnes (applaudissemens), et je sais bien que s'ils n'en ont en cette occasion, qui a manifesté les sentiments qui sont pour eux les Anglais."

M. B. Jerrold prenant la parole:

"Messieurs les ouvriers français, c'est au nom des ouvriers anglais que le comité dont j'ai l'honneur d'être le représentant aujourd'hui, vous offre ses plus modeste. Vous dire que toute la classe ouvrière de la Grande Bretagne partage les sentimens amicaux, les sentimens fraternels qui ont inspiré cette réunion.

"Messieurs, vous êtes les bien venus. Si nous sommes rivaux sur les marchés du monde, au moins nous sommes des r